

DÉPARTEMENT DU VAR (83)

COMMUNE DE VINON-SUR-VERDON (83560)

DOSSIER DE MISE À DISPOSITION DU PUBLIC DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME



PIECE C – RÉPONSE DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE SUR LA DEMANDE DE CAS PAR CAS

PLU approuvé le : 07/07/2017

Modification simplifiée n°1 approuvée le :
.../.../.....

Alpicité
Urbanisme, Paysage,
Environnement

Av. de la Clapière,
1, Rés. la Croisée des Chemins – 05200 EMBRUN
Tél : 04.92.46.51.80
contact@alpicite.fr – www.alpicite.fr



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Mission régionale d'autorité environnementale
PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

**Conseil Général de l'Environnement
et du Développement Durable**

**Décision n° CU-2022-3194
de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
Provence - Alpes- Côte d'Azur
après examen au cas par cas de la
modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme
de Vinon-sur-Verdon (83)**

N°saisine CU-2022-3194

N°MRAe 2022DKPACA97

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) Provence Alpes Côte d'Azur,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.04-1 à L.04-8, L.300-6, R.104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu les arrêtés en date du 11 août 2020 et du 6 avril 2021 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision de la MRAe du 15 avril 2021 portant délégation à Monsieur Philippe Guillard, président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) PACA, Monsieur Jean-Michel Palette, Monsieur Jean-François Desbouis membres permanents du CGEDD et Mme Sandrine Arbizzi, chargée de mission du CGEDD, pour l'adoption de certains actes relatifs à des plans, programmes et documents d'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro CU-2022-3194, relative à la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Vinon-sur-Verdon (83) déposée par la Commune de Vinon sur Verdon, reçue le 04/07/22 ;

Vu la saisine de l'Agence régionale de santé en date du 05/07/22 ;

Considérant que la commune de Vinon-sur-Verdon, d'une superficie de 36,23 km², compte 4 242 habitants (recensement 2018) et qu'elle prévoit d'accueillir entre 5 500 et 5 700 habitants à l'horizon 2027 ;

Considérant que le plan local d'urbanisme (PLU), approuvé le 07/07/17, a fait l'objet d'un avis de la MRAe PACA en date du 21/11/16 et que sa révision générale est en cours d'élaboration ;

Considérant que la modification simplifiée n°1 du PLU de Vinon-sur-Verdon a pour objet :

- la suppression des emplacements réservés (ER) n°22 et 43 suite à des délaissements et le reclassement, en dehors d'une zone dédiée aux équipements publics, du zonage UPI¹ de l'ER 22 en zone UBai² soit 0,16 ha ;
- l'évolution du règlement du PLU notamment en matière de stationnement (automobiles, vélos), de dispositions architecturales, d'aspect extérieur et d'intégration des constructions à la pente ;
- le remplacement, dans le chapitre U4 relatif aux eaux pluviales, des « services techniques de la commune » par « les services en charge de la compétence eaux pluviales » ;

Considérant que le projet de modification du PLU ne permet pas l'ouverture de nouveaux secteurs à l'urbanisation ;

1 Secteur du collège, soumise aux risques inondations (zone bleue) en cas de rupture de digue.

2 Extension du centre historique dont les constructions sont édifiées en ordre semi-continu. Elle est affectée principalement à l'habitation ainsi qu'aux établissements, commerces et services qui en sont le complément habituel.

Considérant que la modification simplifiée n°1 permet d'améliorer la qualité architecturale et paysagère, de favoriser les constructions et dispositifs bioclimatiques et de faciliter l'utilisation du vélo ;

Considérant que les secteurs de projet ne sont inscrits dans aucun périmètre Natura 2000 et qu'ils ne concernent pas de zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique ;

Considérant par conséquent qu'au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, de l'article R104-28 du code de l'urbanisme, et de l'ensemble des éléments fournis par la personne publique responsable, la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Vinon-sur-Verdon n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences notables sur la santé humaine et l'environnement ;

DÉCIDE :

Article 1

En application des dispositions du chapitre IV du titre préliminaire du livre premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, le projet de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Vinon-sur-Verdon (83) n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Vinon-sur-Verdon (83) est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3


La présente décision sera mise en ligne sur le site de la MRAe.

Par ailleurs, la présente décision est notifiée au pétitionnaire par la MRAe.

Elle devra, le cas échéant, figurer dans le dossier soumis à enquête publique ou mis à la disposition du public.

Fait à Marseille, le 23 août 2022

Pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale,
Philippe GUILLARD, président de la MRAe PACA



Voies et délais de recours

Les recours sont formés dans les conditions du droit commun.

Le recours administratif doit être formé dans un délai de deux mois suivant la notification ou la mise en ligne de la présente décision.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le président de la MRAe PACA

MIGT Marseille

16 rue Zattara

CS 70 248

13331 Marseille Cedex 3